

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>

La réflexion d'actualité :

Tout baigne ici, à Brest, pour votre honorable correspondant. Après le débarquement sur place, la charge de la "cavalerie légère" progresse... J'en ai décidément pas fini avec les "ennemis du genre humain" !

:-))

Précisons, j'ai écrit mon texte avant les événements du 17 octobre dernier ; évidemment, dans ce contexte où la France s'enflamme (cela couvait depuis un moment), on peut sourire de cette sortie, mais je fais avec mes moyens, là où je suis le plus utile, n'ayant pas varié dans mes valeurs depuis plus d'un demi-siècle (je ne fais pas carrière).

Cependant, j'avoue que je prends plaisir à voir les jeunes gens se rendre compte des problèmes multiples dus au néolibéralisme (ils en sont les premières victimes) et, ainsi, reprendre le flambeau d'un bout à l'autre de l' "Hexagone". Nonobstant la bataille dans les rues pour des vues plus matérialistes (...) souhaitons, puisque la grogne semble générale, que le Peuple Français ne se laisse pas balader une fois encore...

JJPR

Incidentement, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications

littéraires 2024 par :

jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html

Sommaire :

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html

et pour toutes les années (de 2004 à 2026) par :

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

(Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !)

- LES CALAMITEUSES AVENTURES DES BOURGEOISIES D'EUROPE

par Jean-Jacques REY

- REVENDICATIONS DES JEUNES GENS: LYCÉENS ET ÉTUDIANTS

par Rogue ESR

- LUTTE CONTRE RACISME ET ISLAMOPHOBIE

par SOS Racisme

- DE LA LIBERTÉ SANS LIMITES AU NOUVEAU RAISONALISME

par Gustave TATOUCHE

- LES COMPLICATIONS DE LA VIE D'AUTEUR

par Guy CRÉQUIE

LES CALAMITEUSES AVENTURES DES BOURGEOISIES D'EUROPE

Les soi-disant libéraux d'aujourd'hui, ils sont d'abord pour la liberté d'exploiter les autres et de vouer l'Etat à la défense de leurs intérêts: le propre de toute bourgeoisie d'ailleurs, à plus ou moins grande dose dans le monde ; et ; les bourgeoisies européennes en particulier ont tellement mis la pagaille dans le cœur et l'esprit des gens du peuple, que le ressentiment est général, et les extrêmes droites, ramassant les poubelles, en profitent pour prospérer fort dans chaque pays de cet ensemble hétéroclite: (l'Europe) ; en tout cas du point de vue culturel.

Que devient donc alors, ce bout de continent qui a voulu et persiste à vouloir dominer le monde, même en ces temps actuels où il n'en a plus les

moyens et se voit par conséquent réduit à sa taille géographique !?

Pour ajouter au spectacle de la déconfiture, voilà que ces bourgeoisies, qui ont affaibli les états (même dans les fonctions régaliennes), se roulent par terre devant les États-Uniens (d'Amérique) en mal de leadership avec leur autocrate foutraque qui se prend pour un empereur, quelle décrépitude !

J'imagine sans peine que beaucoup doivent en rire dans le dit "*Sud global*" qui a souffert (pour le moins) de tant de dédain...

Plus généralement, les gouvernements bourgeois, européens, paniquent et deviennent paranos... Cela en devient indécent.

D'un côté, ils supplient ridiculement, Trump, le fantasque président des USA, qui se comporte avec eux comme un véritable parrain de la mafia ; de l'autre, ils diabolisent Poutine, le cannibale russe, comme l'antéchrist, qui n'en demande pas tant de prendre une telle importance.

Ces bourgeoisies pensaient être les rois du négoce et poursuivre leur trafic dans les affaires, sous le parapluie américain, tout en continuant à "*dégraissier le mammoth*" chez eux. Pardi! Valait mieux se remplir les poches sur son dos à celui-là ; en somme c'est cela l'esprit d'entreprise ! D'un autre côté, on appelle ça aussi la "*politique de l'offre*" et elle est conséquente: **211 milliards d'euros distribués aux entreprises, sans contrepartie souvent, "sans transparence ni suivi", rien qu'en France en 2023**, d'après un rapport du Sénat (qui n'est pas réputé pencher à Gauche) ! Voyez-vous cette générosité alors que les différents premiers ministres, éphémères, sans majorité parlementaire pour les soutenir, veulent parvenir à obtenir quelques dizaines de milliards d'économie dans les prévisions budgétaires, **en démolissant les services publics** (souvent là où il y en a le plus besoin) et **en tondant le "troupeau" des gens de modeste condition**, qui ont déjà le poil court ou autrement dit, le pouvoir d'achat ric-rac !

Réellement, ces gens ont complètement ruiné le crédit de l'Europe dans les relations internationales, après avoir maltraité ses peuples au nom d'une orthodoxie monétaire et plus globalement en regard **des valeurs néolibérales qui privilégient le commerce, la rentabilité et le profit, par rapport à toutes autres considérations, notamment dans les droits économiques et sociaux**. En plus leurs relations sont ambivalentes entre eux et teintées de parti pris et d'injustice envers les autres nations du monde. Par exemple, il a fallu attendre des années et des massacres à n'en plus finir au Proche-Orient, pour qu'ils s'émeuvent de la situation et condamnent ouvertement la politique extrémiste du gouvernement israélien, influencée et même orientée par des menées de trublions suprématistes et racistes. Les gouvernements européens pour la plupart n'admettent qu'avec réticence ou

refusent explicitement le terme de génocide pour qualifier l'attitude du gang de Netanyahu à Gaza. Sans doute, est-ce en souvenir de la *Shoah*, mise en œuvre au siècle dernier en Europe, que ces précautions de langage sont prises... (Mauvaise conscience quand tu nous tiens !) En tout cas cela ne change rien sur le terrain et, d'une manière générale, **l'Europe est impuissante à bien des égards**, même sur le théâtre des affrontements chez elle: spécialement en ce moment en Ukraine. On voit revenir le balancier des rapports de force à toute vitesse sur ses prétentions dominatrices dans le monde. La mondialisation soi-disant heureuse qui n'était qu'un jeu de dupes, ressemble maintenant à un château de cartes, effondré. Les bourgeoisies européennes sont aux abois et hantées par le souvenir des facilités colonisatrices de naguère.

Je ne crois pas que beaucoup de citoyen-ne-s le comprennent vraiment, en tout cas au niveau macro-économique ; mais le dit "*Occident*" n'est plus en odeur de sainteté maintenant, si tant est qu'il ait pu être apprécié auparavant, hors relations commerciales... Ce qui me fait dire que ceux, qui se croient les maîtres du monde éternellement, finissent toujours par redescendre de haut, et, bien heureux, sont-ils, quand ils sont toujours debout...

Les logiques bourgeoises sont d'ailleurs complètement stupides et dans les faits incitent au moins disant social, allant même contre les intérêts nationaux... La fameuse "*loi*" du *Marché*, la concurrence "*libre*" et "*non faussée*", (etc.) sont dans la pratique, en réalité, la loi du plus fort qui travestit celle de la jungle...

Ainsi, ces bourgeois, qui parasitent la vie de la nation française et par extension infestent toute l'Europe depuis des lustres, nous conduisent à un désastre de société et moral. Ils oblitèrent la Civilisation (à l'occidentale) et je le crains pour très longtemps, inéluctablement, s'il n'y a pas un sursaut de sagacité chez les peuples.

Jean-Jacques REY

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

- En cinq articles -

Enjeux et raisons du rejet de l'hégémonie des USA

Yanis Varoufakis : « L'UE est finie et la Chine peut désormais déconnecter l'économie américaine »

par Glenn Diesen ; entretien ; publié le 20 septembre 2026.

legrandsoir.info/yanis-varoufakis-l-ue-est-finie-et-la-chine-peut-desormais-deconnecter-l-economie-americaine.html

[-***Yanis Varoufakis** : économiste et homme politique grec, spécialiste de la théorie des jeux; ancien ministre des Finances de Grèce : du 27 janvier au 6 juillet 2015, il démissionne de son poste au lendemain du référendum du 5 juillet (2015) et il s'est rendu célèbre en critiquant sévèrement les plans de sauvetage financier de la Grèce... Actuellement professeur d'économie, et fondateur de *DiEM25*, le *Mouvement Démocratie en Europe*.

-***Glenn Diesen** : est un professeur (actuellement à l'Université du sud-est de la Norvège) et écrivain norvégien, spécialiste des relations internationales, de la politique étrangère russe, de la géoéconomie et de l'intégration eurasienne. Il a été formé dans des universités australiennes et à l'Université d'État de Saint-Pétersbourg. Il est aussi rédacteur en chef adjoint de *Russia in Global Affairs* et, entre autres, membre de *Club Valdai* : (think tank installé à Moscou et forum international, créés en 2004 à l'initiative du président russe Vladimir Poutine) ; ainsi logiquement, il est souvent accusé de faire la promotion de la propagande russe... Etc.]

L'hégémonie des États-Unis mourra quand Pékin décidera de convertir les BRICS+ en un système de Bretton Woods... Mais les Chinois ne sont pas pressés. Ils en construisent l'infrastructure.

Glenn Diesen : Le discours sur l'Union européenne est devenu très polarisé, surtout ces dernières années. C'est-à-dire que soit tout est très bien, soit tout est très mauvais. Et autour de ces positions, nous avons des récits opposés sur cette posture binaire. Or, on peut soutenir que la coopération européenne est nécessaire et idéale, ne serait-ce que pour le pouvoir de négociation collective et l'aide à la gestion des relations. Mais je serais un peu sceptique quant au développement si autoritaire, au bellicisme et à la perte croissante d'utilité géoéconomique de l'UE. Pourtant, le bloc semble beaucoup changer, tout comme le soutien qu'il reçoit. Je me demandais : comment évalues-tu l'UE aujourd'hui et la direction dans laquelle elle se dirige ?

Yanis Varoufakis : Je crains fort qu'elle ne devienne de plus en plus farcesque. Tu as écouté **von der Leyen**, la présidente de la Commission

européenne, pas plus tard qu'hier. Dans une ambiance festive, alors qu'elle jouait les hôtes avec **Carney**, le Premier ministre canadien, elle a pris la liberté d'engager l'Union européenne à accorder au Canada une « adhésion associée » ; ce qui, tu sais, aurait pu être une idée intéressante si cela existait en tant que concept. Elle l'a inventé sur-le-champ. C'est-à-dire que ces gens inventent les choses au fur et à mesure. Il me semble qu'ils sont dans un état de confusion très grave.

Mais permets-moi de commencer par le début, avec quelque chose que tu as dit dans ton introduction. Quand j'ai commencé à débattre de l'Union européenne au sein de l'Europe, ici en Grèce et aux États-Unis, j'ai regretté que le débat soit polarisé. Tu as utilisé ce mot : la polarisation ou les effets polarisants du débat sur l'Europe. Et cette polarisation se faisait entre les eurosceptiques — des personnes avec de bons arguments contre une entité gouvernementale paneuropéenne ; ce sont les burkéens, les eurosceptiques britanniques et d'autres eurosceptiques qui croient fermement que, **pour qu'un gouvernement soit démocratique, il faut une correspondance biunivoque entre une culture, une langue, un parlement et un État. Et que cela ne pouvait pas se produire au niveau européen parce qu'il n'existait pas de démos européen.**

Et si tu n'as pas de démos européen, comment vas-tu avoir une démocratie européenne ? Donc si tu finis avec une bureaucratie, celle-ci sera autoritaire. C'est l'argument eurosceptique que soutiennent pas mal de gens en Europe.

Ce n'était pas mon argument, parce que je crois sincèrement que le démos est quelque chose que nous créons. Tu es plus historien que moi : l'histoire du nationalisme européen des XVIIIe et XIXe siècles démontre qu'une nation est un produit historique, c'est quelque chose qui se forge. Les Américains n'étaient pas une nation avant de créer les États-Unis ; la majorité ne parlait même pas anglais. Donc l'idée qu'« il n'existe pas de démos européen et donc il ne pourra jamais y avoir de fédéralisation européenne démocratique » est un argument respectable, mais pas un que j'ai adopté.

Ensuite, de l'autre côté, tu as ce que j'appelle les « euro-loyaux », tu sais, les divers think tanks comme Bruegel et autres ; des gens très intelligents, mais pour qui l'Union européenne ne peut rien faire de mal. Même quand elle ruine les choses, ils ont une vision panglossienne selon laquelle c'est la meilleure des Europes possibles et donc nous devons la soutenir. Donc tu avais les eurosceptiques et les euro-loyaux. Je ne me suis jamais aligné sur aucun des deux. J'étais un eurocritique, mais au sens du mot grec ancien « critique » : quelqu'un qui pose les questions difficiles. **Je voulais que l'Union européenne devienne une fédération démocratique.**

J'ai été élevé en dehors de l'UE, en dehors du Marché commun. J'ai grandi sous une dictature fasciste — qui, soit dit en passant, était dans l'OTAN mais pas dans le Marché commun européen. Mes parents, mon cercle social, nous aspirions tous à faire partie de la famille démocratique européenne. Je savais — surtout quand j'ai commencé à lire l'histoire — que **le Marché commun européen, l'Union européenne comme on l'appelle aujourd'hui, a été créé comme un cartel de grandes entreprises.**

Il n'a pas été créé d'une manière qui ressemble à un État démocratique ni à aucun type d'État. Il n'a pas été le résultat d'un processus socio-économique et politique générant des tensions entre différentes classes sociales dont le résultat aurait été la création de quelque type d'État pour pallier et réguler ces tensions. Ce n'est pas ainsi que l'Union européenne a commencé.

Elle a commencé de la même manière que l'OPEP : l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, comme un cartel. Et elle avait un nom de cartel : elle s'appelait la Communauté européenne du charbon et de l'acier. C'était un cartel du charbon et de l'acier, puis ils ont incorporé l'industrie des biens électriques, et plus tard ils ont coopté les agriculteurs via le Traité de Rome — les grands agriculteurs du nord de l'Europe, pas ceux du sud.

Mais j'avais encore l'espoir que, de crise en crise, l'Union européenne se développerait ; qu'elle se transformerait d'un cartel en quelque chose qui pourrait devenir avec le temps une fédération démocratique. Même quand je suis devenu ministre des Finances, la raison pour laquelle j'ai été élu pour représenter le peuple grec au parlement et être son ministre des Finances était que **l'Union européenne avait exigé une énorme « livre de chair » du peuple grec.** Ils ont été des barbares par la façon dont ils nous ont traités.

Cependant, même si cela m'a touché de très près et que j'ai été élu pour affronter les pouvoirs factuels à Bruxelles, Francfort, j'ai gardé l'espoir que, à travers cette sorte de ce que j'ai appelé « désobéissance gouvernementale » (par opposition à la désobéissance civile) — **j'étais un ministre des Finances désobéissant à l'Eurogroupe** —, à travers ce choc, nous pourrions transformer l'Union européenne.

Nous pourrions avoir un *Green New Deal* pour l'Europe. J'ai travaillé très dur même après avoir démissionné, après avoir été écrasé par l'Union européenne. J'ai continué à maintenir cet européisme radical et progressiste. Tu as mentionné **DiEM25** : nous l'avons créé pour concourir aux élections au Parlement européen en 2019 sur la base d'un programme — **le Green New Deal pour l'Europe — qui transformerait cette Union européenne oligarchique, néolibérale, encline à l'austérité et dirigée par des banquiers, en une Union européenne des peuples.**

Et, bien sûr, nous avons été écrasés. Ursula von der Leyen a été élue

censément pour rendre effectif et promulguer — rappelle-toi le Green Deal — le billion d'euros qu'elle allait dépenser dans la transition écologique. Rien de tout cela ne s'est produit. Cela a été ignoré, oublié. Et maintenant **nous avons le réarmement, nous avons le keynésianisme militaire et une Union européenne qui est un danger clair et présent pour les Européens et pour le reste du monde.**

Pour abrégé cette histoire : je n'ai plus d'espoir dans cette Union européenne. Je crois que cette Union européenne n'a pas perdu l'occasion de perdre chaque occasion de se transformer, et maintenant elle est si toxique... elle est fissurée. Regarde ce qui arrive à son squelette principal : l'axe franco-allemand. L'Allemagne est aujourd'hui totalement ingouvernable ; *Alternative für Deutschland*, qui est profondément antieuropéenne, raciste et quasi-fasciste, va de force en force. En France, tu as **Le Pen**, qui n'a jamais caché son antieuropéisme.

.../...

Quand nous disons « le modèle économique de l'Europe », nous parlons d'un dessein américain. Et la raison pour laquelle je ne suis pas d'accord avec l'idée que dans les années 1960 l'Europe devait choisir entre « fédération » et « fonctionnalité », c'est que l'Europe n'aurait jamais opté pour la fédération. Elle ne s'y dirigeait pas dans les années 1960.

L'Allemagne était très heureuse d'être l'usine de l'Europe et la France très heureuse de diriger le service diplomatique, l'OCDE, les débuts de la Communauté européenne à Bruxelles et que le français soit la langue dominante.

Ce qui s'est passé, c'est que le système de Bretton Woods a été dynamité, et ce sont les Américains eux-mêmes qui l'ont dynamité. Pourquoi ? Parce qu'il n'était plus soutenable. Et pourquoi n'était-il plus soutenable ? Parce que tout l'objectif du système de Bretton Woods depuis les années 1940 était de maintenir et reproduire les excédents américains : les exportations nettes des usines américaines qui iraient en Europe, et les Européens recevraient des dollars pour les acheter (financement de l'acheteur, en d'autres termes). Mais **à partir de 1968-1969, à cause de la guerre du Vietnam et des tensions sociales internes, les États-Unis sont devenus un pays déficitaire.**

Comme ils étaient un pays déficitaire, ils ne pouvaient pas maintenir des taux de change fixes, alors ils les ont dynamités. Les Européens sont restés complètement stupéfaits. Rappelle-toi quand le secrétaire au Trésor de Richard Nixon (qui a fait exploser Bretton Woods le 15 août 1971), un Texan nommé **John Connally**, a visité Bonn, Paris et Londres avec un message simple : « *Le dollar est notre monnaie, mais à partir d'aujourd'hui c'est votre problème* ».

.../...

Les Chinois ont cessé d'acheter des bons du Trésor américain, mais ils n'ont pas vendu leurs réserves ; ils ont encore un stock énorme. .../... Le système continue de fonctionner jusqu'à ce qu'il cesse de fonctionner. Mais

il ne cessera pas de fonctionner à cause de quelque chose que feraient les Européens ou les Russes ; il ne cessera de fonctionner que **lorsque les Chinois décideront de se découpler du système du dollar américain**. Et ils ne l'ont pas décidé : ils ont 4,5 billions de dollars investis en dollars. Si tu avais 4,5 billions de dollars sur un compte bancaire suisse, te découplerais-tu du système bancaire suisse ? .../... Permits-moi de faire une prédiction sur quand mourra **l'hégémonie des États-Unis : elle mourra quand Pékin décidera de convertir les BRICS+ en un système de Bretton Woods**.

Rappelle-toi comment j'ai décrit le système de Bretton Woods : un système de taux de change fixes ou quasi fixes où la puissance hégémonique excédentaire (qui serait maintenant la Chine) recycle ses excédents vers les autres pays au sein de ce nouveau BRICS+ et maintient les taux de change fixes en utilisant le pouvoir de ses propres excédents. Quand la Chine décidera de faire cela — jouer au sein des BRICS+ le rôle que les États-Unis ont joué dans Bretton Woods après 1944 —, alors les États-Unis seront dans de sérieux ennuis et ils le savent. C'est l'une des raisons fondamentales pour lesquelles les tensions avec les Chinois augmentent.

Glenn Diesen : Pourquoi ne l'ont-ils pas encore fait ? Au sommet des BRICS en Inde, beaucoup ont commenté qu'ils avancent très lentement... Yanis Varoufakis : Parce que les Chinois ont un horizon à 300 ans, ils ne sont pas pressés. Ils en construisent l'infrastructure : avec *mBridge*, avec l'alternative à *SWIFT* basée sur la blockchain, avec la monnaie numérique de la Banque centrale chinoise... Ils construisent l'infrastructure avec la robotique améliorée par l'IA qui augmentera la productivité agricole en Indonésie, en Malaisie et dans d'autres grands pays des BRICS+. Ils la construisent et ne sont pas prêts à agiter le nid de guêpes pour l'instant ; ils veulent s'assurer que l'infrastructure est prête avant d'aller dans cette direction.

Mon interprétation (ou ma spéculation) est qu'ils attendent que les Américains franchissent le Rubicon. Les Américains ne l'ont pas encore franchi. **Trump** 2.0 l'année dernière a menacé de droits de douane de 150 % aux Chinois et a tenté d'en imposer certains.

Ils ont répondu doucement en disant : « *Dans ce cas, oubliez l'accès aux métaux critiques* », et il a fait marche arrière. Donc ils attendent le prochain mouvement du président américain (pas nécessairement Trump, les démocrates sont tout aussi mauvais ; rappelle-toi que c'est **Biden** qui a introduit l'absurde loi sur les puces pour signaler aux Chinois qu'on ne leur permettrait pas d'avancer technologiquement, ce qui fut la plus grande erreur géoéconomique de l'histoire).

Je crois que les Chinois appliquent le vieux proverbe : « *N'interromps jamais ton ennemi quand il commet une erreur* ». Ils le laissent commettre une erreur et une autre. À un moment donné, ils seront prêts à faire le pas. .../...

LES BRICS DEPUIS NEW DELHI : ils abandonnent le dollar, l'Iran exerçant une forte pression.

par Larry C Johnson ; 13 septembre 2026

elcorreo.eu.org/LES-BRICS-DEPUIS-NEW-DELHI-ils-abandonnent-le-dollar-l-Iran-exerçant-une-forte-pression

[***Larry C. Johnson** est un ancien analyste de la CIA et du Bureau antiterroriste du département d'État américain, devenu commentateur politique. Il est copropriétaire et PDG de *Business Exposure Reduction Group (BERG)* et cofondateur du groupe *VIPS (Veteran Intelligence Professionals for Sanity)*. Il a dispensé une formation à la communauté des opérations spéciales de l'armée américaine pendant 24 ans. En outre, il est connu en vertu de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers sous le numéro d'enregistrement 7487 et a travaillé en 2024 pour *Alasriya Media Consultancy*, une société dont l'adresse est située aux Émirats arabes unis... Etc.]

NEW DELHI — Le 18e sommet des BRICS s'est ouvert le 12 septembre. Le bloc a franchi une étape décisive vers une moindre dépendance au dollar US, en adoptant dès le premier jour la Déclaration de New Delhi, un document de 45 pages, et en approuvant une architecture de paiements visant à contourner le système financier occidental pour les échanges transfrontaliers. Pour la plupart des membres, cette mesure était progressive. Pour l'Iran, soumis à de lourdes sanctions américaines, à un blocus naval et engagé depuis près de six mois dans un conflit avec les États-Unis d'Amérique et Israël, elle représentait une véritable bouée de sauvetage.

Les rails de déclaration et de paiement

Les dirigeants réunis au centre de congrès Bharat Mandapam ont adopté à l'unanimité **la Déclaration de New Delhi 2026** dès la première journée. Le Premier ministre Narendra Modi, à l'issue d'une séance à huis clos, a annoncé qu'aucun État membre n'avait formulé d'objection au texte.

L'élément central de cette déclaration économique est l'engagement à développer les échanges commerciaux et les investissements réglés dans les monnaies nationales des États membres, et à interconnecter leurs systèmes de paiement et de messagerie nationaux afin que les transactions puissent s'effectuer sans transiter par le réseau SWIFT, libellé en dollars. Selon la déclaration, le groupe de travail sur les

paiements du bloc a étudié l'interopérabilité transfrontalière de ces canaux et examiné la possibilité d'utiliser les monnaies locales pour le règlement des échanges commerciaux et les investissements.

Le mécanisme qui a suscité le plus d'intérêt est **BRICS Pay**, un système décentralisé de messagerie et de paiement qui intègre les systèmes UPI indien, CIPS chinois et SPFS russe au sein d'une couche d'interopérabilité partagée, permettant ainsi de réaliser des paiements entre membres en dehors du réseau SWIFT. La déclaration mentionnait également un projet pilote de jeton « Unit » adossé à l'or.

Ce qui est tout aussi révélateur, c'est ce que le bloc a de nouveau refusé de faire. Aucune décision n'a été prise concernant une monnaie commune aux BRICS ; l'Inde, en particulier, a résisté à cette idée, préférant un système de règlement interopérable en monnaies nationales à la complexité politique et monétaire d'une unité partagée. Le résultat, comme l'ont souligné plusieurs observateurs, est **une dédollarisation financière progressive plutôt qu'une union monétaire** – une infrastructure, et non une nouvelle monnaie de réserve.

La réponse de Washington

La réaction de Washington fut immédiate. Le président **Trump** a menacé d'imposer des droits de douane pouvant atteindre 100 % aux pays membres, prolongeant ainsi une campagne de pression menée depuis le début de l'année contre ce qu'il qualifie de trajectoire « anti-américaine » des BRICS. Cette menace est loin d'être anodine pour les membres exportateurs qui dépendent du marché US, mais son pouvoir de dissuasion s'amenuise à chaque transaction que le bloc parvient à effectuer hors du dollar. C'est le paradoxe auquel Washington est désormais confronté : **les droits de douane sont censés punir la dédollarisation, or c'est précisément la dédollarisation qui en atténue l'effet**.

L'Iran en première ligne

Aucun membre n'avait autant à perdre que l'Iran. Le président Massoud Pezeshkian a insisté sur l'importance du commerce en monnaies nationales, déclarant aux journalistes que l'élargissement de l'utilisation des monnaies des membres dans les échanges intra-bloc était l'une des mesures les plus importantes que le groupe puisse prendre. Tout au long du sommet, Téhéran a milité pour la mise en place de mécanismes permettant aux membres de **se prémunir contre les pressions financières occidentales** – une priorité renforcée par les sanctions et le blocus auxquels le pays est désormais confronté.

Surtout, ce sommet institutionnalise au niveau multilatéral ce que l'Iran a déjà mis en place bilatéralement. Le 29 janvier 2026, Téhéran a signé un pacte stratégique trilatéral avec la Chine et la Russie, un accord dont le cœur économique repose sur la **création de mécanismes financiers alternatifs contournant le système SWIFT et réduisant l'exposition au**

système centré sur le dollar.

Ce pacte s'appuie sur des fondements déjà établis : un accord monétaire irano-russe, opérationnel depuis début 2025, qui permet de régler les échanges directement en rials et en roubles et relie le réseau de cartes Mir russe au système Shetab iranien ; un cadre de coopération irano-chinois de 25 ans ; et le constat que **la Chine achète désormais la quasi-totalité du pétrole iranien, en grande partie payée en yuans.**

Cette implication contredit l'idée reçue selon laquelle l'Iran chercherait désespérément une solution de contournement du dollar. Il en dispose déjà. Pour Téhéran, **le BRICS Pay** n'est pas une nouvelle échappatoire, mais **un réseau plus vaste et résistant aux sanctions**, sur lequel il peut intégrer des échanges commerciaux qu'il mène déjà en dehors des circuits occidentaux – et une aubaine multilatérale pour l'architecture financière parallèle qu'il a mis deux ans à mettre en place avec Moscou et Pékin.

Où les BRICS ont tracé la ligne – et où ils ne l'ont pas fait.

Le passage de la déclaration relatif aux guerres dans la région a suscité le plus de controverses, et le résultat fut mitigé : tantôt ferme, tantôt volontairement vague. Parvenir à un consensus aurait nécessité des négociations qui se seraient prolongées jusqu'à 4 heures du matin, principalement en raison d'un désaccord entre l'Iran et les Émirats arabes unis.

Concernant la guerre usaméricano-israélienne contre l'Iran, le bloc a exprimé sa profonde préoccupation et a appelé à la plus grande retenue, au dialogue et à la diplomatie – sans toutefois nommer les États-Unis ni Israël, et sans condamner ouvertement aucun pays. Cette prudence était le prix de l'unanimité. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, avait exhorté les BRICS à condamner ce qu'il qualifiait d'agression illégale des États-Unis et d'Israël ; les Émirats arabes unis ont fermement réagi, accusant Téhéran d'instrumentaliser le sommet pour justifier ses propres tirs de missiles et de drones contre les États du Golfe. L'Inde, qui présidait le sommet, a reconnu les « *divergences de vues entre certains membres* » et a orienté le texte vers un terrain d'entente. Le ton était plus ferme qu'un simple appel à la paix, mais bien loin de la condamnation sans équivoque des frappes contre l'Iran que Téhéran avait obtenue lors du sommet de Rio un an auparavant – un net recul sur cette question précise, et non un progrès.

L'Iran a néanmoins signé le texte, et ce fut là le fait diplomatique le plus discret de ce sommet. Téhéran, qui a passé le conflit à tirer des missiles et des drones sur les Émirats arabes unis, notamment sur la base aérienne d'Al Minhad fin août, a apposé sa signature à un texte que son adversaire du Golfe pouvait également accepter.

Parallèlement, Pezeshkian rencontrait le prince héritier d'Abou Dhabi en marge du sommet, lors du contact de plus haut niveau entre les deux pays depuis le début des combats. La volonté de l'Iran de se conformer au

consensus plutôt que de provoquer une rupture indiquait qu'il jugeait l'orientation de la déclaration – une profonde inquiétude face à l'escalade et un appel à la protection des civils – suffisamment acceptable, même sans la signature qu'il souhaitait. Mais ces mêmes mots servaient les intérêts d'Abou Dhabi : l'appel au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États visait autant les frappes iraniennes dans le Golfe que l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. Le consensus a tenu car le texte pouvait être interprété de deux manières.

.../...

Qu'est-ce qui est réel et qu'est-ce qui est symbolique ?

Une analyse objective s'impose. *BRICS Pay* est une plateforme de communication et d'interopérabilité, et non un substitut au dollar comme monnaie de réserve mondiale. Rien dans la Déclaration de New Delhi ne remet en cause la domination du dollar sur les réserves mondiales, la fixation des prix des matières premières ou le commerce avec les pays tiers.

L'unité du bloc présente également des limites que la déclaration a masquées plutôt que résolues : le consensus sur le Moyen-Orient n'a été maintenu que parce que le texte évitait de nommer les agresseurs que l'Iran souhaitait voir désignés, et la crise irano-émirienne qui a failli faire échouer les négociations persiste. Les grandes déclarations sur un ordre post-dollar ont souvent tendance à devancer les réalités du terrain. Mais c'est précisément cette asymétrie au sein du bloc qui est cruciale. **Ce qui apparaît comme une avancée progressive pour l'Inde ou le Brésil – pays ayant pleinement accès aux marchés et aux financements occidentaux – est une question de survie pour l'Iran et la Russie. Pour un État exclu du système SWIFT et des compensations en dollars, un système de paiement qui fonctionne justement parce qu'il n'utilise pas le dollar a bien plus de valeur que n'importe quel débat sur la théorie de la monnaie de réserve.** La Déclaration de New Delhi ne détrônera pas le dollar. Elle offre aux membres du bloc, soumis à des sanctions, une alternative collective, en expansion et désormais officiellement reconnue, au système que Washington a utilisé pour les isoler. .../...

Tout cela se déroule dans un contexte de guerres simultanées .../... Dans ce contexte, la dédollarisation devient une priorité absolue : **plus Washington exerce de pressions financières et militaires, plus les États visés sont incités à créer des circuits alternatifs.** .../...

Sommet des BRICS : pourquoi les pays émergents veulent remplacer le dollar dans les échanges

internationaux ?

Par Julien Beauvois

rtbf.be/article/sommet-des-brics-pourquoi-les-pays-emergents-veulent-remplacer-le-dollar-dans-les-echanges-internationaux-11788251

[***Julien Beauvois** : rédacteur, diplômé de la Faculté de philosophie et lettres, a obtenu un Master Journalisme d'investigation à l'Université de Liège en Belgique ; également à Sciences Po Lille : un Master 2 (M2) Communication et Medias. Son mémoire "*Raconter les politiques européennes*" nominé "*HERA Award Sustainable Media 2026*", dans le genre : "Analyse réflexive...", est apprécié en conclusion comme "*Mû par un objectif résolument inclusif (transmettre pour conscientiser le plus grand nombre, hors du club de « ceux qui savent »*", ce travail rédactionnel est encadré d'une réflexion théorique – historique et politique – sur l'éducation aux médias et le rôle de la presse d'investigation. Etc.]

Ils viennent de se réunir en septembre à New Dehli pour leur 18e Sommet, **les "BRICS + "** affirment vouloir "changer le monde" en abattant les "anciennes institutions". En ligne de mire : **l'hégémonie du dollar américain dans le commerce international**. Dans le documentaire "*BRICS +, les nouveaux maîtres du monde ?*", la réalisatrice Sophie Lepault décrypte la stratégie des pays du Sud global pour "dé-dollariser" l'économie mondiale... Au profit surtout de la puissance chinoise ? .../...

Quand ils se sont réunis pour la première fois en 2009, qui aurait pu penser que les BRICS deviendraient en moins de 20 ans un sérieux adversaire des États-Unis ? **C'est aujourd'hui un ensemble de partenariats économiques, militaires, diplomatiques et culturels entre pays de l'hémisphère sud, malgré leurs différences et leurs différends.** "*Leur approche est totalement pragmatique. Elle est tirée par la valeur des intérêts plutôt que par l'intérêt des valeurs*", explique l'investisseur et essayiste David Baverez. Comprenez : **qu'important vos régimes politiques ou votre idéologie, tant que nos intérêts commerciaux et stratégiques se rejoignent...**

Tous critiquent un monde devenu "unipolaire", gouverné par des institutions internationales dominées par les États-Unis et leur dollar. Avec plus de la moitié de la population mondiale à dix pays – dont les géants démographiques chinois, indien et indonésien - les BRICS + représentent plus de 40% du PIB global. **Un sérieux contre-modèle à la puissance américaine qui attire les États du "Sud global".** Une trentaine de ces pays en développement et critiques de l'ordre international sont d'ailleurs sur liste d'attente pour intégrer les BRICS.

La Chine, championne des BRICS contre le dollar ?

Au centre des discussions, la Chine de **Xi Jinping**. C'est elle qui a voulu élargir les BRICS à l'Afrique du Sud et aux pays du Moyen-Orient : Pékin a désormais un œil et un pied sur toutes les voies commerciales du monde.

Première puissance économique, principal adversaire commercial des États-Unis, la Chine est pour le Sud global à la fois un porte-étendard de leur cause, et un potentiel remplaçant de Washington dans la gestion du monde.

C'est bien en Chine qu'est née l'obsession de remplacer le dollar. Une obsession vite reprise par l'ensemble des BRICS. Le géopolitologue Bertrand Badie explique bien que **"pour eux, le dollar est une norme qui soumet l'ensemble des échanges internationaux à sa loi, et qui doit chuter"**. Depuis les années 1970, ces échanges sont en grande partie réalisés en dollars américains, ce qui assure aux États-Unis une place centrale : pour pouvoir importer des biens, il faut d'abord acheter des billets verts.

La Chine veut multiplier les monnaies d'échange, et pourquoi pas imposer la sienne, le yuan ? Selon David Baverez, **en moyenne 60 à 70% du commerce entre la Chine et le Sud global se fait en monnaie chinoise.**

Le financier basé à Hong Kong l'affirme : *"celui qui détermine la monnaie détermine une large partie du commerce mondial"*. Pour autant, la grande majorité des échanges sont en dollar, et l'USD est toujours la monnaie la plus échangée.

Vers une monnaie commune pour les pays des BRICS ?

Un rêve a longtemps tenu les pays des BRICS : une monnaie commune, ni yuan, ni dollar. À chaque grande réunion de ces pays, on agite un billet aux couleurs des cinq membres fondateurs. De quoi faire vivement réagir **Donald Trump**. Le président américain estime en juillet 2025 que le projet de monnaie BRICS est "une attaque contre le dollar", et menace de droits de douane de 100% sur leurs exportations et celles de leurs alliés sur le sol américain.

Une erreur d'analyse, selon le théoricien de la puissance chinoise **Zhang Weiwei**, proche du président Xi Jinping : *"Trump pense que ces pays n'ont pas d'autre d'alternative [que d'échanger avec lui]. Mais la Chine peut offrir des solutions. Si les États-Unis n'achètent plus votre café, nous l'achèterons. La solidarité entre pays du Sud, c'est une force économique"*.

Une force économique qui s'appuie sur des institutions financières propres : l'Occident a le Fonds monétaire international ? Les BRICS ouvrent en 2014 la Nouvelle banque de développement (NDB).

L'Occident utilise le système de paiement international SWIFT ? Les BRICS ont leurs propres systèmes alternatifs pour commercer entre eux, après que la Russie ait été exclue de SWIFT.

La guerre en Iran va-t-elle accélérer la chute du dollar au profit des

BRICS ?

Reste que les menaces américaines ont porté leurs fruits. Le projet de monnaie commune n'est plus vraiment d'actualité, la dé-dollarisation est remise en question par l'Inde, qui craint de se retrouver complètement soumise à la Chine et au yuan.

Mais le dollar n'est plus aujourd'hui le pilier du commerce international qu'il a été.

Est-ce la faute à la guerre que Donald Trump a déclarée contre l'Iran ? Avec l'attaque contre ce membre des BRICS +, les prix des carburants ont durablement explosé partout dans le monde. Neuf mois plus tard, c'est la confiance dans le pétrodollar qui s'écroule.

Selon David Baverez, c'est bien l'enjeu de la "re-dollarisation ou dé-dollarisation du Moyen-Orient" qui motive la poursuite du conflit entre Washington et Téhéran. **"Le pétrole, il y en a partout. Le vrai sujet, c'est le contrôle du commerce du pétrole, et la devise dans laquelle ce commerce va être libellé"**, poursuit le financier. Le péage dans le détroit où circulent 20% du gaz et du pétrole du monde a montré ces derniers mois qu'un système alternatif est possible : l'Iran demande aux pétroliers de régler leur droit de passage en yuan ou en cryptomonnaies plutôt qu'en dollars.

L'hégémonie du dollar est ébranlée, pilier d'un ordre international que les États-Unis de Donald Trump remettent eux-mêmes en cause chaque jour un peu plus. Dans ce bouleversement des règles du monde, un ensemble solide et puissant semble pouvoir tirer son épingle du jeu : les BRICS. Face à eux, la réponse des démocraties européennes peut-elle faire le poids ?

Les BRICS deviennent-ils simplement un nouveau bloc impérialiste?

Par Peter Koenig ; 17 septembre 2026 ; publié par Robert Bibeau

les7duquebec.net/archives/306659

[***Peter Koenig** est macroéconomiste et analyste géopolitique. Il a travaillé pendant plus de 30 ans auprès de la *Banque mondiale*, de l'*Organisation mondiale de la santé (OMS)* et de la *Coopération suisse au développement (DDC)*. Il est en outre chercheur associé et auteur régulier pour *Global Research*, ainsi que pour l'*Institut José Martí*, à La Havane, Cuba. Il s'est spécialisé dans la macroéconomie, les ressources en eau, l'environnement/santé environnementale, l'eau dans les situations humanitaires et de crise. Il connaît bien le *Consensus de Washington*, les réformes économiques, les soi-disant ajustements structurels, la

dollarisation ainsi que la dédollarisation. Il est entre autres l'auteur de *Implosion – Un thriller économique sur la guerre, la destruction environnementale et la cupidité des entreprises... Etc.*]

20 ans de BRICS de 2006 à 2026, presque jour pour jour. D'un acronyme peu connu de Wall Street (WS) à un centre de pouvoir mondial. Un poids lourd de l'économie remet en question l'ancien ordre mondial, c'est ce qu'ils veulent nous faire croire. Ce n'est plus un vœu pieux, c'est fini.

Au cours des 20 dernières années, à part la croissance des membres des BRICS, passant de quatre à six puis maintenant à dix pays membres, peu de preuves, à part la rhétorique, d'un véritable défi pour l'Occident n'ont émergé. Sous des directions telles que celles de l'Inde et du Brésil – totalement engagées envers le système monétaire et les institutions occidentales – peu de choses changeront probablement dans un avenir prévisible.

Prenons la Nouvelle Banque de Développement (NDB), également appelée *Banque BRICS*, elle est toujours légalement et financièrement libellée en dollars américains. L'accord de fondation de la banque précise que le « dollar » signifie la monnaie officielle des États-Unis, et que ses actions et engagements de capital sont donc exprimés en dollars américains. Son capital souscrit actuel s'élève à 53,4 milliards de dollars américains, dont près de 60 % de son portefeuille actif est libellé en dollars américains. Les devises restantes incluent le yuan chinois, les euros, le rand sud-africain, les francs suisses et les roupies indiennes. Les prêts NDB ont été rares et presque inaperçus au cours des deux dernières décennies.

Le 18e Sommet des dirigeants des BRICS s'est tenu du 12 au 13 septembre 2026 au Bharat Mandapam à New Delhi, en Inde. L'Inde préside les BRICS en 2026. Le sommet de Delhi est organisé par le Premier ministre Narendra Modi. L'ordre du jour s'est concentré sur le thème clé suivant « *Construire pour la résilience, l'innovation, la coopération et la durabilité* » et comprenait ces points de discussion spécifiques :

- . **Gouvernance mondiale et multilatéralisme, y compris la réforme des institutions internationales.**

- . Commerce et investissement, coopération économique et coordination financière.

- . Sécurité alimentaire et énergétique.

- . Technologie, innovation et coopération numérique.

- . Chaînes d'approvisionnement critiques résilientes.

- . La santé publique et la coopération en santé.

- . Résilience face aux catastrophes et risques liés au climat.

- . Priorités développementales plus larges du Sud global

La plupart des sessions se dérouleront à huis clos. La session ouverte principale s'intitule « Résilience, innovation, coopération et durabilité » :

façonner l'avenir d'une croissance mondiale inclusive ».

Déclaration finale des BRICS

Étrangement, la Déclaration de New Delhi des BRICS a déjà été publiée à la fin du premier jour, soit le 12 septembre 2026, sous le titre «*Construire pour la résilience, l'innovation, la coopération et la durabilité*». Elle peut se résumer en présentant [les BRICS comme une coalition cherchant un ordre international plus représentatif, multipolaire et orienté vers le développement](#), dans lequel les pays émergents et en développement ont une plus grande influence sur les règles politiques, économiques et technologiques mondiales. Comme le dit RT (11 septembre 2026), «*Les engrenages du changement continuent de grincer.* »

Relation avec le Sud global

La déclaration considère le Sud global non seulement comme un groupe ayant besoin d'aide, mais comme une force active dans la gouvernance mondiale. Elle suggère que les BRICS devraient :

- . Accroître la représentation des pays émergents et en développement — en particulier en Afrique, en Asie, Amérique latine et Caraïbes — dans les institutions internationales.

- . [Réformer le système des Nations Unies et les institutions économiques mondiales afin qu'ils reflètent mieux les réalités économiques et démographiques actuelles.](#)

- . Défendre les intérêts des pays en développement sur le commerce, la finance, la technologie, le climat, l'énergie et le développement.

- . Veillez à ce que les solutions créées par les BRICS — telles que les initiatives numériques, financières et d'IA — soient accessibles et adaptables au-delà des membres des BRICS au Sud global au sens large. En résumé, cela signifie :

[Le Sud global est fortement affecté par les crises mondiales mais reste sous-représenté dans la prise de décision mondiale, les BRICS veulent aider à la transformer d'un preneur de règles en un modelateur de règles.](#)

Qu'est-ce qui se distingue

La déclaration lie la représentation politique au développement concret. Il ne se contente pas de demander plus de sièges ou de votes pour les pays en développement à l'ONU et dans d'autres instances internationales (BM, FMI, World Trade Center [OMC], institutions financières et commerciales régionales) ; elle aborde également le commerce en monnaie locale, le financement du développement, l'accès à la technologie, la gouvernance de l'IA, la résilience climatique et face aux catastrophes, la sécurité sanitaire, alimentaire et énergétique. En ce sens, il semblerait que [les BRICS se présentent comme un véhicule institutionnel par lequel le Sud global peut obtenir à la fois une voix plus forte et une plus grande autonomie politique.](#) (sic)

Le message semble ambitieux, mais **la mise en œuvre dépendra de la capacité des BRICS à transformer ce large consensus en financement, systèmes interopérables, projets concrets et positions coordonnées dans des institutions telles que l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et le G20.**

Alors, quelle est la crédibilité de la Déclaration ? Le monde doit savoir que tant qu'il y aura une dépendance à ces mêmes organisations politico-financières – FMI, BB, OMC, G20 [et autant ajouter, Wall Street] – il n'y aura pas de BRICS indépendants ; leur influence sur le Sud global est au mieux limitée.

Ce large consensus politique, cependant, n'est pas un traité avec des mécanismes d'application détaillés. Il met en avant les positions que tous les membres ont pu accepter, et en particulier, qui étaient acceptables pour l'hôte du sommet, le Premier ministre Narendra Modi. Par exemple, la formulation des questions géopolitiques sensibles est prudente et non engagée. Au Moyen-Orient, par exemple, il appelle simplement à la retenue et à la diplomatie sans attribuer directement la responsabilité des conflits à un État particulier. La déclaration finale devient simplement une autre illusion sémantique ou un « gimmick de trahison », qui maintient le monde calme pendant une année supplémentaire, alors que d'autres déclarations similaires sans signification et sans engagement sont publiées.

Concentrons-nous sur ce petit détail : la ou les guerres au Moyen-Orient, à savoir principalement le génocide sioniste-israélien à Gaza et en Palestine en général, ainsi que sur le Liban, la Syrie, la Somalie, le Yémen, même le Pakistan, et bien d'autres. Et non des moindres, bien sûr, l'agression sioniste-américaine sans mandat et non provoquée contre l'Iran, sous prétexte de menaces nucléaires, alors qu'Israël possède plus de 300 ogives nucléaires, jamais contrôlées par l'*Agence internationale de l'énergie atomique* – l'**AIEA** (alors que l'Iran est régulièrement contrôlé).

En réalité, comme toutes les guerres, **c'est une guerre des banquiers, tentant de maintenir le dollar américain comme hégémon monétaire mondial.** Et en même temps, transformer les déjà milliardaires en multimilliardaires par le trading spéculatif d'initiation pétrolière, car les complices de Trump ont accès à des algorithmes (*intelligence artificielle*) qui réagissent à chaque mot que le maître mondial autoproclamé prononce concernant la paix ou la guerre en Iran, ou le détroit d'Ormuz ouvert ou fermé. .../...

Débat. «Le désordre programmé qui submerge Trump»

21 avril 2025. *Alencontre*. Par Claudio Katz

alencontre.org/laune/debat-le-desordre-programme-qui-submerge-trump.html

[***Claudio Katz** est un économiste et auteur argentin, militant pour les droits humains. Il est membre des *Economistes de gauche (EDI)*, chercheur du *CONICET*, professeur à l'Université de Buenos Aires (*UBA*) où il dirige des projets, en y enseignant également l'« *Économie pour les historiens* » et « *Économie II* » dans les facultés de philosophie, lettres et sciences sociales. Membre du Conseil national de la science et de la technologie, il est également chercheur au sein de l'Institut de recherches économiques d'Argentine et a coordonné un groupe de travail pour le *CLACSO*. Claudio Katz est reconnu pour ses analyses critiques du capitalisme contemporain, notamment dans le contexte latino-américain. Il participe activement aux forums sociaux internationaux, en dénonçant le néolibéralisme, le libre-échange, la dette extérieure et la militarisation. Il travaille en lien avec diverses organisations de gauche en Amérique latine.]

Fidèle à son style de **parieur téméraire**, **Trump** a semé le chaos sur les marchés mondiaux. **Il a introduit, retiré puis reformulé une liste de droits de douane qui a déclenché un désordre majeur. Sa provocation a fait revivre les pires cauchemars financiers de ces dernières décennies.**

Le magnat a mis en place **un scénario inédit de crise mondiale provoquée délibérément.** Certains analystes estiment qu'il a tendance à reculer face aux résultats défavorables de ses mesures, mais d'autres considèrent qu'il continue d'effrayer ses interlocuteurs pour les forcer à capituler.

Il règne également une impression superficielle que Trump est devenu fou et que, dans leur déclin, les États-Unis sont tombés sous le règne d'un personnage extravagant. **Le magnat ment, insulte, agresse et semble diriger la première puissance mondiale comme s'il s'agissait d'un fonds d'investissement.** **Mais en réalité, il suit une stratégie approuvée par d'importants groupes de pouvoir et il ne faut pas le sous-estimer** (Torres López, 2025).

Il a trois objectifs sur le plan économique: **restaurer l'hégémonie du dollar, réduire le déficit commercial et, finalement, encourager le rapatriement des grandes entreprises.** La hiérarchie et l'articulation de ces objectifs constituent la grande interrogation du moment.

Centralité monétaire

Certaines approches soulignent, à juste titre, la primauté des objectifs financiers et monétaires sur les objectifs commerciaux ou productifs. Elles soulignent que **Trump entend instaurer un dollar bon marché pour l'exportation et un dollar fort comme monnaie de réserve. Il entend favoriser les exportations états-uniennes tout en assurant le statut privilégié de la devise américaine en tant que monnaie mondiale** (Varoufakis, 2025). .../...

Pour parvenir à la dévaluation du dollar et à son maintien comme monnaie de réserve, Trump doit renforcer la soumission des banques centrales d'Europe et du Japon. Cette subordination est indispensable pour préserver le rôle des titres de la dette états-unienne (bons du Trésor) comme principal refuge du capital.

Cette garantie détermine l'afflux vers Wall Street de l'argent liquide excédentaire dans le monde. Tokyo et Bruxelles doivent continuer à acheter ces bons du Trésor afin de valider le cours du dollar fixé par Washington, évitant ainsi les tensions monétaires qui feraient s'effondrer tout le projet.

Trump exige le maintien du règne continu du dollar et la capacité des Etats-Unis à se financer aux dépens du monde entier. L'impérialisme du dollar permet à la première puissance mondiale de s'endetter sans limite et de mettre toutes les économies du globe sous sa coupe.

Pour faire face aux sérieuses remises en question dont cet atout fait actuellement l'objet, Trump entend recréer les accords de Plaza que les Etats-Unis ont imposés à l'Allemagne et au Japon en septembre 1985. A l'époque, les deux pays subordonnés avaient accepté de soutenir la dépréciation du dollar et de maintenir une parité qui garantissait la primauté mondiale du dollar.

Trump adapte cette exigence aux temps actuels et encourage la création de nouvelles monnaies numériques liées au pouvoir politique du dollar. Le potentat a créé un fonds de cryptomonnaies adossé à sa propre personne et promeut ce marché (les *stablecoins*) comme un pilier supplémentaire du dollar. Il a déjà positionné ces instruments parmi les 10 plus grands détenteurs de bons du Trésor (Litvinoff, 2025).

Le président des Etats-Unis rêve de replacer le dollar sur son trône initial de **Bretton Woods** [1944]. Son plan B consiste à réutiliser cette influence pour atteindre le niveau de prépondérance obtenu par **Nixon** et **Reagan**. Dans le premier cas, le dollar a été libéré de la convertibilité en or [15 août 1971] et a entamé un long cycle de prédominance sans contrepartie métallique objective. Dans le second cas [1985], **le dollar a été renforcé par la hausse des taux d'intérêt, l'émergence du néolibéralisme et la financiarisation sous la houlette de la Réserve fédérale**. Ces deux présidents partageaient avec Trump le même profil de personnalités

médiocres, mais ils ont introduit des changements significatifs dans le statut mondial du dollar.

Pour réitérer cet exploit, **Trump doit freiner la tendance à la dédollarisation qui menace la suprématie du billet vert.** Cette érosion est alimentée par les BRICS, qui ont commencé à concevoir des instruments de substitution à la devise américaine, par le biais d'opérations de paiement, de transactions commerciales et de mécanismes de compensation financière (Sapir, 2024).

Il existe même déjà un projet de création d'une monnaie des BRICS qui, suivant une trajectoire différente de celle de l'euro, aboutirait à un effet similaire. Ce plan prévoit la mise en place progressive d'une banque d'émission, dotée de fonds de réserve et d'agendas détaillés concernant les rythmes, les taux et les législations (Gang 2025).

Trump est conscient de ces menaces et a précipité le chaos pour déclencher la bataille contre les contestataires de la devise américaine. Il encourage cette panique afin de discipliner tous ses alliés sous son contrôle. A partir de cette centralisation, il espère redresser le dollar et réinitialiser le système économique mondial en faveur des Etats-Unis. Mais Trump doit limiter la portée de la crise qu'il génère, car si cette convulsion recrée le scénario de la pandémie ou le contexte de l'effondrement bancaire de 2008, le séisme finira par affecter son propre architecte (Marco del Pont, 2025). .../...

Le boomerang des droits de douane

Le deuxième objectif de Trump est commercial et vise à réduire l'énorme déficit extérieur des Etats-Unis. Il s'agit d'un objectif à moyen terme, qui n'a pas l'acuité du tournant monétaire et dépend dans une large mesure de la recomposition du dollar. Trump introduit et modifie quotidiennement les droits de douane en fonction du rôle complémentaire de ces instruments dans les négociations avec chaque pays.

Le locataire de la Maison Blanche radicalise, dans les faits, la tendance protectionniste qui a commencé lors de la crise financière de 2008 et le déclin de la mondialisation commerciale. Depuis cette date, 59 000 mesures restrictives ont été introduites dans les échanges internationaux et les droits de douane ont atteint leur plus haut niveau depuis 130 ans (Roberts, 2025). La guerre commerciale déclenchée par Trump avec son paquet de droits de douane spectaculaire s'inscrit dans cette lignée.

Trump a recouru à une formule absurde pour pénaliser les différents pays. Il a inventé un critère arbitraire de réciprocité pour définir le pourcentage de chaque sanction, avec des estimations farfelues du déficit commercial états-unien qui omettaient de comptabiliser l'excédent des Etats-Unis dans les services. Il a également omis que les déséquilibres commerciaux n'ont pas été causés par les pays sanctionnés, mais par les firmes américaines

elles-mêmes, qui ont implanté leurs investissements à l'étranger afin d'améliorer leurs profits.

Les chances de succès du plan trumpiste sont très faibles, car les importations et les exportations états-uniennes ne constituent plus une force prépondérante dans le commerce mondial. Elles sont passées de 14% en 1990 à 10,35% aujourd'hui, tandis que dans la même période, les BRICS sont passés de 1,8% à 17,5%. La guerre tarifaire n'a pas de pouvoir dissuasif en soi et les ventes affichées par la première puissance mondiale dans le secteur des services sont insuffisantes pour faire basculer la balance (Roberts, 2025).

Certaines estimations soulignent même que si les Etats-Unis suspendaient toutes leurs importations, 100 de leurs partenaires parviendraient à replacer leurs ventes sur d'autres marchés en seulement cinq ans (Nuñez, 2025).

Le plus grand problème de la guerre commerciale est la possibilité d'une escalade incontrôlable. En 1929-1934, la spirale descendante du commerce international qui a suivi le paquet protectionniste [*loi Smoot-Hawley du 17 juin 1930*) a provoqué une chute de 66% des échanges, et cet effondrement a touché tous les concurrents concernés. Trump pense qu'il évitera cette séquence grâce à des négociations bilatérales imposées depuis son bureau.

Mais l'histoire suggère une autre issue lorsque les conflits s'intensifient sans être maîtrisés. **L'effet récessif du protectionnisme sur l'économie mondiale est aussi bien connu que le lien entre la Grande Dépression et le recul du commerce.** Bien que les interprétations les plus courantes relient superficiellement ces deux processus – en omettant les racines capitalistes de ce qui s'est passé dans les années 1930 –, il ne fait aucun doute que le protectionnisme a déclenché, renforcé ou précipité l'effondrement au cours de cette période.

Le plus important dans une éventuelle répétition de ce précédent serait son effet sur l'économie états-unienne, qui est aujourd'hui beaucoup plus vulnérable aux turbulences mondiales. Cette incidence est d'autant plus grande que le poids du commerce extérieur est passé de 6% (1929) à 15% (2024) du PIB des Etats-Unis.

Trump réintroduit le protectionnisme à un moment historiquement inopportun. Les droits de douane ont été un instrument efficace pour les Etats-Unis dans le passé, mais ils ne remplissent plus la même fonction aujourd'hui. Ils ont facilité l'essor des puissances montantes face à des concurrents favorables au libre-échange, afin de maintenir leur domination sur le marché mondial. Le protectionnisme a été utilisé avec beaucoup d'avantages par l'Allemagne au XIXe siècle et par le Japon ou la Corée du Sud au siècle dernier. Mais ce même outil n'a pas permis à la Grande-Bretagne de contenir son déclin et cette inefficacité affecte aujourd'hui les Etats-Unis. Trump prône un protectionnisme inadapté, car au lieu d'encourager l'industrie naissante, il cherche à sauver une structure

obsolète. Il ignore tout simplement que les Etats-Unis ne sont plus ce qu'ils étaient.

Le rêve du retour de l'industrie

Le troisième objectif de Trump est d'ordre productif. Il encourage le retour des entreprises sur leur territoire d'origine et considère cette relocalisation comme le seul moyen de rendre effective la reprise de l'hégémonie états-unienne. C'est pourquoi il a associé le début de son offensive (le «*Jour de la libération*» le 2 avril) à la réindustrialisation du pays.

Trump est le premier dirigeant à reconnaître ouvertement les difficultés engendrées par la délocalisation des usines. Il recourt à des mesures drastiques pour inverser cette tendance, car il comprend que **la mondialisation a fini par affecter la puissance qui a promu cette internationalisation**. Il constate que **la primauté des Etats-Unis dans les services, la finance ou l'univers numérique ne compense pas le recul de l'industrie** et l'érosion consécutive du pilier de toute économie.

Mais son plan de rapatriement industriel est plus irréalisable que son projet monétaire ou tarifaire. Aucune alchimie monétaire ou tarifaire n'offre un attrait suffisant pour inciter les entreprises, qui ont réalisé des profits élevés à l'étranger, à revenir. Aussi persuasives que soient les incitations de Trump, produire aux Etats-Unis a un coût plus élevé. **La restauration industrielle nécessiterait un investissement massif que les entreprises ne sont pas disposées à réaliser compte tenu de la faible rentabilité actuelle sur le marché intérieur**.

Le virage protectionniste vise à réduire cet écart, mais il se heurte à la difficulté de fermer l'économie dans un contexte de chaînes logistiques mondialisées. Le produit final de nombreuses marchandises intègre des intrants provenant d'usines implantées dans de nombreux pays.

Il est difficile d'imaginer comment les Etats-Unis pourraient retrouver leur compétitivité en recréant les anciens modèles de fabrication nationale. De combien faudrait-il augmenter les droits de douane pour qu'il soit moins coûteux de recommencer à fabriquer dans le pays d'origine? .../...

Envoi personnel du 02/10/2026 d'un article par collectif *Rogue ESR*
(dans l'enseignement supérieur et la recherche) Site : rogueesr.fr

**REVENDICATIONS DES JEUNES GENS:
LYCÉENS ET ÉTUDIANTS**

Source : roqueesr.fr/cessatio-et-franchises-universitaires/

Publié le 2 octobre 2026

Convention internationale des droits de l'enfant, Article 15, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989.

[Adoptée et ouverte à la signature, ratification et adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989. Entrée en vigueur le 2 septembre 1990, conformément à l'article 49.

Confer (par exemple) : unicef.org/fr/convention-droits-enfant/texte-convention]

- « 1. Les Etats parties reconnaissent les droits de l'enfant à la liberté d'association et à la liberté de réunion pacifique.
2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui. »

Les lycéens et lycéennes mobilisés partout en France réclament le droit à la dignité et à l'égalité en dénonçant l'aggravation de leurs conditions d'apprentissage : classes surchargées, professeurs absents non remplacés, bâtiments vétustes, toilettes innommables, etc. **S'y ajoute la pression psychologique et l'anxiété engendrées par la réforme Blanquer, le tri scolaire, Parcoursup et un avenir assombri par les crises planétaires et les choix de société.**

Reprenant **la stratégie de terrorisation mise en œuvre face aux Gilets Jaunes, l'exécutif inflige à ces mineurs une répression policière d'une violence extrême**, facilitée par une circulaire inédite autorisant l'intervention des forces de l'ordre aux abords des lycées. Cette réponse sécuritaire s'est traduite par ce que les élèves qualifient de « *violences inouïes* », avec des gardes à vue et de nombreux enfants blessés ou brutalisés : un lycéen éborgné à Tours, une élève étranglée à Alençon, un lycéen gravement blessé suite au tir tendu d'un lance-grenades à Saint-Ouen-l'Aumône. Les équipes enseignantes ont souvent dû former des chaînes humaines pour protéger leurs élèves des violences et des mutilations.

Les étudiantes et les étudiants se mobilisent à leur tour **pour des changements de politiques publiques concernant les conditions**

d'accès à l'Université, son budget et des mesures d'urgence pour la vie étudiante (cantine, logement, bourses, santé étudiante, etc). Ils contestent en particulier la hausse des droits différenciés à 4 000 euros pour les étudiants extracommunautaires. Nous partageons sans réserve leurs revendications et leur assurons toute notre solidarité.

À court terme, cela doit se traduire de manière concrète par des intercessions auprès des présidences pour négoier les lignes rouges sur les conditions d'intervention des forces de l'ordre et les aider à résister aux diverses pressions des préfets, du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Nous devons aussi intercéder auprès des équipes dirigeantes des établissements pour garantir aux étudiantes et étudiants des locaux de réunion. Cela passe notamment par leur pleine intégration aux Assises locales pour l'Université et pour la Recherche. Nous devons enfin assurer leur protection par des chaînes humaines, et documenter par des vidéos chaque intervention policière.

Nous rappelons ci-après le droit et la jurisprudence concernant les franchises universitaires, dans un moment où les pires distorsions envahissent l'espace politico-médiatique. Il importe de les rappeler aux présidences.

Confer (deuxième partie en milieu de page Web) : roqueesr.fr/cessatio-et-franchises-universitaires/

*« Les valeurs de la France, c'est **Liberté, Égalité, Fraternité**. Mais quand je vois l'Education Nationale, je me dis: l'Égalité, elle est où? »*
(Parole de lycéen).

Rogue ESR

"collectif créé en 2017 pour promouvoir une université et une recherche libres, exigeantes et placées au service de l'intérêt général et de l'émancipation..."

Site : roqueesr.fr

Envoi personnel du 01/05/2025 d'un article par SOS Racisme
Site : sos-racisme.org

LUTTE CONTRE RACISME ET ISLAMOPHOBIE

Références :

sos-racisme.org/je-m-informe/actualites/
sos-racisme.org/actualites/meurtre-a-la-mosquee-de-la-grand-combe-quand-la-haine-envers-les-musulmans-tue/
sos-racisme.org/actualites/rassemblement-en-hommage-a-aboubakar-tue-a-la-mosquee-de-la-grand-combe-parce-que-musulman/

Paris, le 1 mai 2025

La justice retient la circonstance aggravante de racisme dans le meurtre d'Aboubakar Cissé : un signal bienvenu qui doit contribuer à un sursaut collectif face au racisme et à l'islamophobie.

A la suite de l'assassinat d'Aboubakar Cissé, une enquête a été ouverte pour **meurtre avec préméditation en lien avec la race ou la religion de la victime**. Nous nous réjouissons que le caractère raciste de ce crime soit retenu et traité comme tel. La **reconnaissance de la circonstance aggravante** permet de juger comme il se doit ce crime. Le tueur, en plein passage à l'acte, a crié « *ton Allah de merde* », dissipant tout doute sur **l'intentionnalité islamophobe** de son geste.

Face à ce drame, nous dénonçons les **réactions indignes** d'une partie de la classe politique. Trop nombreux sont ceux qui ont choisi d'ergoter sur le terme d'islamophobie plutôt que de reconnaître que cet acte est la **conséquence directe de la haine antimusulmane alimentée par certains politiques**. Le ministre de l'Intérieur, lui-même, **Bruno Retailleau**, a choisi de ne pas se rendre sur place, préférant poursuivre sa campagne pour les primaires de son parti. Cette **indécence** est dans la droite ligne du comportement de ce même ministre qui, depuis des mois, alimente un **climat délétère** en multipliant les **prises de position contre l'Islam et les musulmans**, et une **agitation obsessionnelle permanente autour de leurs pratiques religieuses**, jusqu'à scander lors d'une conférence financée par le milliardaire d'extrême-droite Pierre-Edouard Stérin : « *À bas le voile !* ».

Nous demandons donc aux pouvoirs publics des actions immédiates et concrètes :

- la protection effective des lieux de culte musulmans, et en particulier ceux régulièrement ciblés et menacés : mosquées, salles de prière, écoles...

- une prise de distance claire des partis politiques à l'endroit de leurs élus et membres qui répandent des discours attisant les haines raciste, xénophobe et islamophobe dans ce pays.

- une fermeté de la justice dans la condamnation effective des responsables politiques qui alimentent ces haines.

- des sanctions contre les chaînes de télévision et les plateformes qui produisent ou relaient en les soutenant des propos racistes, xénophobes et islamophobes.

Nous appelons à un **sursaut collectif**. Ce crime ne peut pas être un fait divers de plus. Cet assassinat doit nous alerter : **la haine, quand elle est tolérée en mots, finit toujours par se traduire en actes**. Nous appelons toutes les forces progressistes, antiracistes, associatives, religieuses et politiques à **faire bloc** et à **se tenir aux côtés des musulmanes et des musulmans** ainsi qu'à **défendre les principes républicains atteints par le meurtre d'Aboubakar Cissé**.

Enfin, nous adressons un message à toutes celles et tous ceux qui disent œuvrer aux côtés ou en soutien des personnes frappées par la haine, qu'elles soient immigrées, d'origine maghrébine ou subsaharienne, juives, musulmanes, asiatiques, roms... Trop souvent, **des logiques de concurrence victimaire se sont installées**. Trop souvent, **les solidarités se sont délitées**. Trop souvent, des partis politiques se comportent **face aux crimes de haine de façon indécente**, cherchant à montrer leur proximité avec tel groupe à l'exclusion des autres, voire contre ces autres. Prétendre soutenir les Juifs en stigmatisant les musulmans ou prétendre soutenir les musulmans en stigmatisant les Juifs, **ça n'est pas de l'antiracisme**. Il n'y a pas de hiérarchie dans les haines et **l'antiracisme n'est pas la détermination de qui est la plus grande victime**. Il est un idéal qui œuvre à ce que chaque citoyenne, chaque citoyen soit traité à égale dignité.

Cela concerne aussi les musulmanes et les musulmans dont la haine qui les frappe ne saurait être euphémisée ou minimisée en la camouflant derrière des débats se présentant comme une défense de la laïcité ou des principes républicains alors abominablement dévoyés.

Suite à l'appel de Sékou Cissé, frère d'Aboubakar, nous serons ce jeudi 1er

mai à 12h sur la place de la République à Paris pour nous rassembler en la mémoire de ce dernier.

SOS Racisme Touche pas à mon pote

51 avenue de Flandre , 75019, Paris

sos-racisme.org

Envoi personnel du 04/10/2026 d'un article par Gustave TATOUCHE

Site : gustave.tatouche.free.fr

DE LA LIBERTÉ SANS LIMITES AU NOUVEAU RAISONALISME

La liberté, cette faculté prodigieuse de l'être humain d'agir selon sa volonté, est un pouvoir d'une intensité rare. Si elle a permis les plus grandes conquêtes de l'esprit, elle est aussi la source de désordres majeurs.

En ce début de XXI^e siècle, c'est l'économie — ou plus précisément, une liberté économique débridée — qui semble être le principal théâtre de ses excès.

Le capitalisme, en libérant les forces individuelles sans garde-fou, laisse un champ trop vaste aux instincts de domination.

L'argent, désormais mobile à l'échelle de la planète grâce à l'instantanéité des réseaux numériques, est devenu l'alpha et l'oméga du pouvoir. Cette concentration de puissance autour de l'ultra-richesse individuelle pose une question fondamentale, non seulement économique, mais civilisationnelle — un sujet que j'ai notamment développé dans un précédent article publié sur *INTERNET-TRIBUNE-LIBRE*.

C'est en réponse à ce déséquilibre que j'ai forgé la notion de « *raisonalisme* ».

Il s'agit d'un projet de réforme profonde qui commence par l'économie et dont l'ambition est de préserver ce qui fait la force du capitalisme — sa capacité à stimuler l'action par la différenciation — tout en corrigeant ses

abus.

Si la distinction entre les individus est un moteur nécessaire, rien ne justifie qu'elle doive reposer exclusivement sur l'argent.

Le rationalisme propose donc une réorientation : instaurer des limites mesurées et progressives à l'enrichissement, afin de permettre l'épanouissement d'autres formes de valeurs humaines, aujourd'hui écrasées par l'hégémonie du capital.

Pour cela, un citoyen disposerait d'une liberté économique certes encadrée, mais effective. Il pourrait gagner chaque année au maximum une somme correspondant au prix moyen d'une habitation dans son pays. Quant à son patrimoine, il serait plafonné à cette même référence multipliée par son âge, de sa majorité jusqu'à la retraite.

Concrètement, à 40 ans, la fortune d'un individu ne pourrait excéder l'équivalent de 40 habitations moyennes ; à 18 ans — s'il a gagné ou reçu de l'argent en tant que mineur —, 18 habitations, et ainsi de suite.

Des mécanismes d'adaptation, notamment le lissage ou le report, permettraient de gérer les situations particulières comme les héritages, les dons ou les gains inattendus. La transition vers ce nouveau modèle s'étalerait également sur plusieurs années, de sorte que chacun dispose du temps de s'organiser, sans heurter brutalement ceux dont la situation dépasserait les seuils fixés.

Les entreprises continueraient de fonctionner librement, à condition que chaque actionnaire respecte ces plafonds.

Une redistribution par étapes du capital s'ensuivrait. L'État n'interviendrait que de manière transitoire, le temps que de nombreux petits porteurs prennent le relais des grands investisseurs dépassant les seuils autorisés. Ce modèle se rapprocherait ainsi de celui des mutuelles — sans actionnaire prépondérant — déjà intégrées au système capitaliste.

Cette architecture permettrait également de rééquilibrer les rapports entre les nations en freinant le néocolonialisme. En effet, la valeur moyenne de l'habitation dans un pays hôte obligerait tout investisseur étranger à se conformer aux limites locales. Le capitalisme serait ainsi infléchi vers davantage d'équité à l'échelle mondiale.

Si le rationalisme économique constitue le socle d'une nouvelle modernité sociale, il devra être complété par de profondes réformes dans les grands domaines que sont l'éducation, les médias, le bien-être, la prévention de la délinquance, le travail et la transition écologique.

Autant de chantiers que je m'attacherai à explorer dans de prochains articles.

Gustave TATOUCHE

auteur essayiste

Site Web perso : gustave.tatouche.free.fr/index.htm

Envoi personnel du 04/03/2025 d'un article par Guy CRÉQUIE

Site : guycrequie.blogspot.com

LES COMPLICATIONS DE LA VIE D'AUTEUR

Tout est fait pour décourager les écrivains de vendre leurs œuvres ! Et dire : que j'ai consacré 15 années de mon existence au sein du **SELF** (syndicat des écrivains de langue française) :1985/2000/

Heureusement, je publie début 2027, mon 45ème et ultime livre, puis ma vie publique sera terminée ! Non seulement : il faut déclarer ses modestes droits d'auteur à l'administration fiscale, mais depuis quelques années, également en plus : il est obligatoire de déclarer à l'URDAFF Limousin, sa situation, et me concernant comme d'autres, nous devons régler une contribution, et l'écrivain est considéré comme entrepreneur... Lors des ventes dédicace : le pourcentage prélevé par *Cultura*, *Fnac*, *Decitre*, passe de 30 à 35%... Le délai de règlement à l'auteur est de plus en plus long.

[Cerise sur le gâteau, il faut voir] toute la paperasserie demandée [eu égard à la réforme de la "*Facturation Electronique*"] et **ce malgré nos gouvernants, lesquels, la main sur le cœur, déclarent vouloir alléger la paperasserie...**

[Pour illustration, portant sur: "**DONNÉES À ENVOYER DANS LE FLUX DE FACTURE**" .../... :

- Les numéros GLN ; Le vôtre (BT-29) ; Celui du site Cultura livré (BT-71) ;
- Pour chaque ligne de facture : Le code EAN (BT-157) ; Les écotaxes avec le libellé (BT-144) ou le code de motif de charge (BT-145) ainsi que le montant de la charge HT (BT-141) ;

-Les numéros de document(s) en lien avec la facture : bon de commande (BT-13), bon de livraison ou avis d'expédition (BT-16).

Concernant les avoirs :

-Avoirs de litige : le numéro de la facture antérieure (BT-25)

-Avoirs de retours ou DV : la donnée « 99999999 » dans le champ référence à une facture antérieure (BT-25) car ce champ doit obligatoirement être renseigné en cas d'émission d'avoir .../...]

Etc. !

Il restera en 2027 à voter pour un candidat ou une candidate à l'élection présidentielle, si celle ou celui-ci, comprennent, qu'**étouffer, rendre usante de difficultés, la vie littéraire, ne pourra conduire qu' à l'affaiblissement culturel de notre pays, mais bien au-delà : à amputer les conditions du vivre ensemble, porter atteinte à la liberté de penser, à la confrontation et la circulation des idées, à l'innovation, aux propositions dictées par le seul souci du peuple et des valeurs républicaines... Mais y aura- t-il un ou une candidate ayant cette vision anticipative de notre devenir ? Les mois à venir nous renseigneront à ce sujet !**

C'est dans les années 80, avec **Jack LANG**, comme ministre de la culture, et avec l'impulsion de **Jack RALITE** (promoteur des « *ÉTATS GÉRAUX DE LA CULTURE* »), que les plus grandes avancées ont eu lieu dont le fameux 1% pour la culture, le prix unique du livre, la suppression de la passe dans les contrats d'édition, le régime fiscal des auteurs, l'adaptation audiovisuelle des œuvres... Ensuite, le droit de prêt en bibliothèque et de reprographie ; puis, dans les années 90, la création de la maison des écrivains ; de SOFIA (organisme de gestion collective des auteurs) ; et ; les adaptations progressives pour le numérique (...) ; puis de la retraite complémentaire début 2000. **Rappelons : que les écrivains ont dû attendre 1977 pour avoir droit à la sécurité sociale.** Certes, la loi sur la propriété littéraire est devenue loi sur la propriété intellectuelle. De plus, il y a eu quelques avancées dans le droit européen...

Mais en pratique : tout se complique : contrats proposés dit panachés, des contrats d'édition présentés comme compte d'éditeur qui ne le sont pas au réel, ces derniers temps de nouvelles contraintes administratives se font jour : (Déclaration à l'URSSAF, exigence de n° Siret, accroissement du pourcentage accordé par l'auteur aux organismes culturels lors de ventes dédicace, tels *Cultura*, *Fnac*, etc. **Il serait temps, pour l'avenir de la création littéraire, le débat d'idées, lequel est crucial pour l'avenir de notre pays, que le Ministère de la culture, se décide en actes concrets à prendre à bras le corps le sujet : sinon, il va en être définitivement fini de l'exception culturelle française avec ce qui en découlera comme incidences dramatiques pour notre pays.**

Guy CRÉQUIE
Messenger de la culture de la paix par l'UNESCO ;
lauréat de l'Académie Européenne des arts, etc.
guycrequie.blogspot.com

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>